

UN LIBRARY

MAR 6 1979



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



UN/SA COLLE 134

Distr.
GENERALE

S/13141
5 mars 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 5 MARS 1979, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE
REPRESENTANT PERMANENT DE L'ANGOLA AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'un communiqué publié le
4 mars 1979 par les Etats de première ligne, à l'issue de la réunion au sommet
qu'ils ont tenue à Luanda (République populaire d'Angola).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du présent
communiqué comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentant permanent de l'Angola auprès de
l'Organisation des Nations Unies,
(Signé) Elisio de FIGUEIREDO

Annexe

Communiqué de presse publié par les Etats de première ligne le 4 mars 1979

Sur l'invitation du Président de la République populaire d'Angola, une réunion au sommet des Etats de première ligne a eu lieu à Luanda, les 3 et 4 mars 1979. Ont participé à la réunion M. Seretse Khama, président du Botswana, M. Samora Machel, président du Mozambique, M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, et M. Agostinho Neto, président de l'Angola. M. Julius Nyrere, président de la République-Unie de Tanzanie, était représenté par le vice-président, M. Aboud Jumbe. La réunion était présidée par M. Kenneth Kaunda.

Ont également assisté à la réunion le Président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, et des représentants du Front patriotique du Zimbabwe.

La réunion s'est déroulée dans une atmosphère de cordialité, de solidarité militante et d'unité.

Les participants à la réunion au sommet ont examiné l'évolution de la lutte de libération en Afrique australe. Ils ont pris note avec satisfaction des victoires remportées par les peuples de la Namibie, sous la direction de la SWAPO, et du Zimbabwe, sous la direction du Front patriotique, qui ont réussi à faire pièce aux manoeuvres de l'ennemi et à créer les conditions permettant d'aboutir à une indépendance véritable.

Par ailleurs, les participants ont passé en revue avec une grande préoccupation les mesures désespérées entreprises par l'ennemi dans un vain effort pour terroriser les peuples du Zimbabwe et de la Namibie et intimider les Etats de première ligne. Ces mesures, au nombre desquelles on comptait des actes d'agression barbare répétés contre les Etats de première ligne, visaient également à internationaliser le conflit.

Lors de leur analyse des buts poursuivis par l'ennemi dans son agression contre les Etats de première ligne, les participants ont constaté avec indignation que la guerre d'agression préméditée, entreprise sans provocation par le régime d'Idi Amin contre la République-Unie de Tanzanie, servait les objectifs de l'ennemi, faisant obstacle à la lutte contre les régimes racistes minoritaires, car l'agression d'Idi Amin ne visait qu'à porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Tanzanie.

Les participants à la réunion au sommet ont vivement condamné les agressions concertées commises par les régimes racistes et fascistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie contre les Etats de première ligne. Les quatre présidents ont également condamné sans équivoque l'agression fasciste et expansionniste d'Idi Amin contre la Tanzanie, et ont fait parvenir leur message de solidarité au Gouvernement et au peuple tanzaniens par l'intermédiaire du vice-président, M. Jumbe.

Les participants ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle accorde aux Etats de première ligne toute l'assistance nécessaire pour qu'ils puissent renforcer leurs moyens de défense, de façon à pouvoir s'acquitter encore plus efficacement du devoir historique qui leur incombe en tant que base arrière stratégique de la lutte de libération en Afrique australe.

Les participants, qui se sont longuement penchés sur la question namibienne, ont noté avec satisfaction que la fermeté et la détermination manifestées par la SWAPO dans sa poursuite de la lutte permettaient de créer les conditions conduisant à une Namibie authentiquement indépendante. A ce propos, les participants ont examiné l'évolution de la situation depuis l'Accord de Luanda, conclu entre les cinq puissances occidentales et la SWAPO le 12 juillet 1978, qui avait abouti aux résolutions 435 (1978) et 439 (1978) du Conseil de sécurité dans lesquelles il était notamment demandé la tenue d'élections en Namibie sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies et la mise en place des conditions nécessaires auxdites élections.

Les participants à la réunion au sommet, tout en renouvelant leur plein appui à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, ont condamné énergiquement toutes les manoeuvres du régime sud-africain visant à entraver l'application effective de cette résolution, notamment le simulacre d'élections du 4 décembre 1978.

Compte tenu de la situation présente comme suite au rapport du Secrétaire général en date du 26 février 1979, les participants à la réunion au sommet et la SWAPO sont convenus de ce qui suit :

A) Cantonnement/Surveillance

- i) Conformément au plan de l'ONU, les forces armées de la SWAPO à l'intérieur de la Namibie seront consignées dans leurs cantonnements et surveillées par l'ONU;
- ii) Conformément au plan de l'ONU, les forces de la SWAPO ne seront pas surveillées hors des frontières de la Namibie. A cet égard, les participants et la SWAPO, tout en rejetant catégoriquement les exigences de l'Afrique du Sud quant à la surveillance des forces de la SWAPO à l'extérieur de la Namibie, ont réaffirmé leur engagement de faire respecter scrupuleusement l'accord de cessez-le-feu.

B) Composition de l'élément militaire du GANUPT

En ce qui concerne la composition de ces forces, les participants ont convenu que celles-ci devraient être fournies par des pays ne faisant pas partie d'alliances militaires. Toutefois, en matière logistique, les éléments pourraient venir de différents Etats, y compris d'Etats faisant partie d'alliances militaires, à condition que le principe de la répartition équitable et équilibrée soit observé.

Les participants ont réaffirmé leur ferme appui au peuple namibien sous la direction de la SWAPO, et leur solidarité avec lui en ce moment crucial de sa lutte.

Les participants ont dénoncé le simulacre d'élections prévu pour le 20 avril 1979 au Zimbabwe comme étant une tentative des forces impérialistes visant à rendre crédibles leurs agents et leurs marionnettes. Ces prétendues élections, organisées par le régime minoritaire illégal de Salisbury dans un contexte de répression accrue et de massacres perpétrés contre le peuple du Zimbabwe, sont nulles et non avenues.

Les participants ont lancé un appel à la communauté internationale, et notamment au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, pour que soient renforcées les sanctions contre le régime illégal et ignoré le simulacre d'élections.

Les participants ont réaffirmé en outre l'appui total porté par les Etats de première ligne à la lutte de libération menée par le peuple du Zimbabwe sous la direction du Front patriotique, et réaffirmé leur engagement de poursuivre leur action en vue d'instaurer une plus grande unité au sein du Front patriotique.

A lute continua
A vitoria e certa
